

Arrêté ARS/BFC/DOS/ASPU 20-065 modifiant le cahier des charges de la permanence des soins ambulatoires de la région Bourgogne-Franche-Comté

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne-Franche-Comté

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L.1435-5 ; L.6314-1 à L.6314-3 ; R.6311-8 ; R. 6315-1 à R. 6315-6 ;

Vu l'arrêté du 20 avril 2011 relatif à la rémunération des médecins participant la permanence des soins ambulatoire ;

Vu l'arrêté du 22 septembre 2011 portant approbation de la convention nationale des médecins du 26 juillet 2011 ;

Vu l'instruction DGOS/R2/2011/192 du 20 mai 2011 relative à la permanence des soins en médecine ambulatoire ;

Vu le décret n°2012-271 du 27 février 2012 relatif au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé ;

Vu le décret n°2019-854 du 20 août 2019 portant diverses mesures de simplification dans les domaines de la santé et des affaires sociales et notamment dans le dernier paragraphe de l'article 1 mentionnant l'allègement des procédures d'avis préalable pour les modifications des cahiers des charges concernant la PDSA ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Bourgogne-Franche-Comté du 02 août 2018 fixant le cahier des charges régional de la permanence des soins ambulatoires de la région Bourgogne-Franche-Comté ;

Vu le mail adressé par voie électronique aux membres titulaires du comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires de Haute Saône en date du 07 février 2020 ;

Vu les avis favorables du conseil départemental de l'ordre des médecins ; du conseil de l'ordre des chirurgiens-dentistes, docteur Patrick Bertrand ; de l'ACORELI, docteur Benoît Rabier ; du conseil régional de l'ordre des pharmaciens, docteur Denis Blandin ; de l'association départementale des maires, Luc Simonel et Jean Pierre Maupin ; du conseiller départemental, Jean Claude Gay ; du SDIS 70, le lieutenant-colonel Franck Bel et le colonel Fabrice Tailhardat ; de l'URPS médecins, docteurs Pierre Kuhn et Michel Rameau ; de l'association des médecins de garde du district de Vesoul, docteur Emmanuelle Mairot-Pasteur et de l'URPS des chirurgiens-dentistes, docteur Gilles Leblanc ;

Vu l'avis réputé rendu le 14 février 2020, en application de l'article R 6315-6 dernier alinéa, de tous les autres membres du CODAMUPS-TS de Haute Saône (saisine le 07 février 2020) relatif à la fusion des secteurs Jussey-Faverney avec Port/Saône-Combeaufontaine et Montbozon-Rougemont avec Rioz ;

Vu l'avis réputé rendu le 24 mars 2020, en application de l'article R 6315-6 dernier alinéa, de l'Union régionale des professionnels de santé des médecins libéraux de Bourgogne-Franche-Comté relatif au cahier des charges régional (saisine le 24 février 2020) ;

Considérant que le cahier des charges de la permanence des soins ambulatoires est conforme aux dispositions du code de la santé publique (article R6315-1 et suivants) ;

Considérant que l'organisation et les rémunérations inscrites dans ce cahier des charges sont conformes à l'arrêté du 20 avril 2011 sur la rémunération des médecins participant à la permanence des soins ambulatoires ;

Considérant que le dispositif de permanence des soins ambulatoires est une réponse médicale aux demandes de soins non programmés assurée en dehors des horaires d'ouverture des cabinets libéraux et des centres de santé et qu'à ce titre, il doit être organisé en fonction des besoins de la population évaluée et de l'offre de soins existante.

ARRETE

Article 1 : L'annexe 1.5 – « Déclinaison départementale du cahier des charges régional de la PDSA de Haute Saône » du cahier des charges régional de la permanence des soins en médecine ambulatoire de la région Bourgogne-Franche-Comté est remplacée par l'annexe du présent arrêté pour tenir compte de la fusion des secteurs de :

- Jussey-Faverney (70-03-04) avec le secteur de Port/Saône-Combeaufontaine (70-02), au 02/01/2020
- Montbozon-Rougemont (70-10) avec le secteur de Rioz (70-13), au 02/03/2020

Article 2 : Le reste du cahier des charges régional de la permanence des soins en médecine ambulatoire de la région Bourgogne-Franche-Comté, tel que défini par l'arrêté ARSBFC/DOS/ASPU/2018-131, modifié par les arrêtés 2019-163, 2019-164, et 2020-007 demeure inchangé.

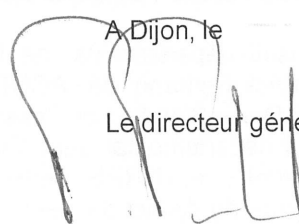
Article 3 : Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur respectivement le 02 janvier 2020 et le 02 mars 2020.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de la date de publication au recueil des actes administratifs de la région Bourgogne-Franche-Comté et du département de Haute-Saône :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté ;
- d'un recours hiérarchique auprès de la ministre de la santé ;
- d'un recours contentieux formé par toute personne ayant intérêt à agir devant le tribunal administratif de Dijon, 22 rue d'Assas ;
- à l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté et de la préfecture du département de Haute-Saône. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

Article 5 : La directrice de l'organisation des soins de l'agence régionale Bourgogne-Franche-Comté, Madame la déléguée départementale de Haute Saône sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté et de la préfecture de Haute Saône. Une copie sera adressée aux intéressés des départements concernés : préfecture, conseil de l'ordre départemental des médecins, caisse primaire d'assurance maladie, l'union régionale des professionnels de santé des médecins libéraux.

A Dijon, le 20 MAI 2020


Le directeur général

Pierre PRIBILE